



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

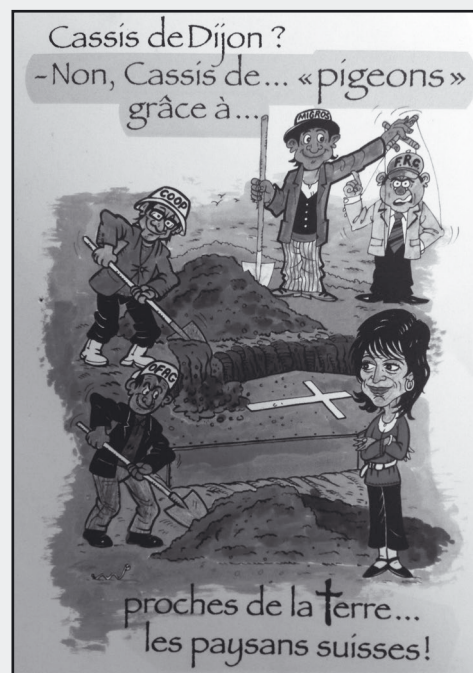
## Des larmes de crocodile

Le lobby paysan est-il vraiment si puissant?

Depuis quelques semaines, plusieurs médias relatent la déception profonde ressentie par M. Jacques Bourgeois, Directeur de l'Union Suisse des Paysans et Conseiller national PLR, au sujet du Cassis de Dijon. Auteur en 2010 d'une initiative parlementaire visant à exclure les denrées alimentaires du principe du Cassis de Dijon, il n'a pas réussi à convaincre la Chambre des États. Pour rappel, le Cassis de Dijon, fer de lance de la campagne de Doris Leuthard en 2006-2007 pour abolir «l'îlot de cherté Suisse» reconnaît que les produits légalement mis sur le marché dans la CE ou l'EEE doivent en principe également pouvoir circuler librement en Suisse. Cela concerne des produits européens, mais aussi des produits de pays tiers ayant obtenu une autorisation dans l'UE. Résultat, quelques produits tels que le sirop avec un taux de fruits bien inférieur aux normes suisses, un jambon gorgé d'eau, du riz bourré de pesticides etc. Pour éviter une discrimination trop importante, la loi suisse autorise de surcroît des entreprises suisses à produire selon les normes européennes pour autant qu'une part importante de leur production soit exportée. De quoi y perdre son latin et créer un écran de fumée sur l'étiquetage. Ce que Jacques Bourgeois a la délicatesse d'omettre dans ses récentes plaintes, c'est qu'il a tout fait lors du débat parlementaire de 2009 pour obtenir tous les compromis agricoles possibles pour faire passer un texte

de loi que son parti voulait voir entériner et éviter à tout prix un référendum. En refusant que l'USP s'y associe, il torpille le référendum contre le Cassis de Dijon (qui échoue à moins de 3'000 signatures) lancé par Willy Cretegny, vigneron genevois, appuyé notamment par Uniterre, les Verts et en partie l'UDC. Même Prométerre, chambre vaudoise d'agriculture a été rappelée à l'ordre par sa faïtière nationale alors qu'elle battait intelligemment campagne, avec force d'arguments, contre ce Cassis de pigeon. Ce n'est qu'après, fin 2010, à la veille d'une campagne électorale le concernant que le directeur de l'USP lance son initiative parlementaire. Malaise.

A l'heure où la presse alémanique et ses lecteurs se déchaînent contre ce «trop puissant» lobby paysan, cette petite histoire remet quelque peu en doute la fameuse efficacité et toute puissance de notre lobby paysan qui jongle difficilement entre défense professionnelle agricole, allégeance au parti et carrière. D'ailleurs, s'il était si efficace, cela se saurait. Il n'y aurait probablement pas 1'000 exploitations qui disparaîtraient du paysage agricole par année, pas de prix du lait si bas, pas d'importations si massives de vins, pas une part si élevée de paysans classés parmi les «working poor». Cette presse alémanique, dont l'écho commence à passer la barrière de rösti, s'érige en chevalier blanc contre ces paysans qui feraient la pluie et le beau temps au Par-



lement. Elle serait bien inspirée de fouiner parmi le lobby des assurances maladies qui elles ne semblent pas vivre des temps aussi sombres que les paysans et dont bon nombre de parlementaires sont dans leurs conseils d'administration. Pour celles et ceux qui l'auraient oublié, nous sommes bien en année électorale...

Comme quoi, un crocodile ça pleure mais ça ne mord pas si fort...



Local

Un supermarché paysan

Page 2



Initiative

Des revenus et des salaires

Page 3



Via Campesina

Focus Amérique latine

Pages 4-5



Droits

Agissons

Pages 6-7

LOCAL

# Supermarché participatif paysan (SPP)

Un Supermarché autogéré par ses clients avec les paysans du coin? Un endroit où l'on trouve des produits dont on connaît la provenance et la façon dont ils ont été préparés? Des listes d'ingrédients qui ne sont pas en langage codé? Un lieu où l'on peut rencontrer l'artisan boulanger et visiter son atelier? Un lieu de vente qui a pour but de proposer les meilleurs produits aux meilleurs prix dans le respect des Hommes et de l'environnement? Une démarche basée sur la coopération et la solidarité plutôt que la concurrence et le profit?

C'est possible. De tels projets existent déjà dans de nombreux endroits. A Brooklyn (Etats-Unis), il y a un supermarché avec 16'000 membres qui travaillent 3 heures par mois pour en assurer le fonctionnement (voir supermarché La Louve, Park Slope Food Coop).

Dans le cadre de la construction du nouveau quartier des Vergers à Meyrin dans le canton de Genève, une charte d'éco quartier a été signée entre la ville de Meyrin et les différents maîtres d'ouvrage qui construiront la trentaine d'immeubles qui accueilleront plus de 3'000 habitants d'ici 2018. Dans ce

contexte, une ambitieuse démarche participative a débouché sur la création d'un groupe de travail «Coordonner toutes les actions autour de l'alimentation». C'est de ce groupe de travail qu'a émergé l'idée de la Coopérative du Supermarché Participatif Paysan. Au départ ce groupe était constitué d'une trentaine de personnes comprenant des futurs habitant-e-s et représentant-e-s de coopératives de l'éco quartier des Vergers à Meyrin, ainsi que des paysan-ne-s, artisan-ne-s, ou simple sympathisant-e-s.

Le 5 juin la coopérative du Supermarché Participatif Paysan a reçu le prix cantonal du développement durable 2015. Le projet veut redynamiser l'agriculture paysanne locale, reconnecter les consommateurs avec les producteurs, garantir la transparence des filières et la traçabilité des aliments et agir pour préserver les ressources naturelles. Le supermarché participatif paysan de 450 m<sup>2</sup> ouvrira ses portes en 2018. Les paysans ainsi que les consommateurs intéressés par ce projet peuvent en devenir membres. Inscriptions et plus d'informations sur le site:

[spp-vergers.ch](http://spp-vergers.ch)



Rudi Berli Reto Cadotsch, paysan, et Benoît Molino de la coopérative d'habitation «Equilibre».

## Déception lors du vote du rapport européen sur le lait

La journée du 8 juin était placée, pour les producteurs de lait, sous le signe de la déception. Lors du vote du rapport d'initiative consacré à la politique laitière, la Commission agricole du Parlement européen a finalement adoubé un document ouvrant peu de pistes de solutions constructives. Certes, dans ce document, le rapporteur nord-irlandais James Nicholson identifie correctement les problèmes liés aux prix du lait non-rémunérateurs et à leur volatilité croissante et appelle aussi à la prise de mesures de protection actives. Des instruments efficaces aptes à résoudre ces problèmes ne sont cependant pas nommés dans le rapport.

Cette omission est d'autant plus regrettable que de nombreux euro députés avaient, au préalable, soumis plusieurs propositions d'amendement positives. En définitive, ces propositions n'étaient pas incluses dans le rapport alors qu'elles portaient, entre autres, sur la mise en place d'un programme de gestion des crises, la prise en compte des coûts de production lors de la contractualisation entre les producteurs et les transformateurs et l'ouverture des organisations de producteurs aux membres des coopératives.

En substance, le rapport s'appuie sur des concepts peu efficaces telles que la production tournée vers l'exportation et la mise à disposition de crédits à l'investissement. «Il est irresponsable de propager l'idée que de bonnes perspectives d'exportation et les nouveaux marchés constituent la panacée et de présenter les capitaux d'investissement comme une solution», affirme Romuald Schaber, Président du European Milk Board. «Les députés en Commission agricole ont manifestement manqué l'occasion d'appliquer des solutions durables, capables de bâtir un cadre stable pour un marché laitier en suspens», poursuit Romuald Schaber.

Ce qui fait défaut dans le rapport, est la revendication d'un programme de gestion des crises, qui puisse être activé en cas de menace de chute des prix et stabiliser le marché. L'urgente nécessité d'instaurer un bon programme de gestion des crises apparaît actuellement de manière éclatante. Depuis des mois, le prix du lait a entamé une spirale descendante dans de nombreux pays européens. Le fossé entre le prix du lait et les coûts de production ne fait que se creuser.

Le Parlement a encore la possibilité de combler ces lacunes évidentes. En juillet, le rapport sera soumis au vote en plénière. La revendication d'un programme de gestion des crises doit encore trouver sa place dans le document. C'est la seule possibilité pour le Parlement de prendre ses responsabilités face aux consommateurs et aux producteurs en Union européenne comme il faut.

EMB



## NEWSLETTER UNITERRE

Recevez-vous notre newsletter?

Nos mails, nos sms?

Transmettez-nous votre adresse mail et votre natel!

la ligne nature

**Metrabol**

BOLUS naturel après-vêlage  
Nettoyage et tonus

**Taritral**

TARIR avec la nature  
sans antibiotique

**Parabol**

en cas de cellules  
somatiques

LGC SA

ONLINE SHOP  
[www.lgc-sa.ch](http://www.lgc-sa.ch)

1627 Vaulruz  
026 913 79 84



INITIATIVE

# Prix du marché et prix rémunérateurs

**Les prix payés aux producteurs sont trop bas. Ce n'est malheureusement pas un fait nouveau. Mais avec un prix de lait se situant actuellement à 50 cts par litre et autour de 50 cts par kg pour les céréales panifiables, le débat sur les prix et leur fixation est aujourd'hui plus urgent que jamais. Ces prix de dumping ne s'appliquent pas uniquement à ces deux filières. Les filières viticoles, fruitières, maraîchères et d'élevage sont également touchées par cette sous enchère. Ces prix payés aux producteurs ne permettent même pas, pour ce qui est du cas du lait, à couvrir les coûts externes sans avoir même commencé à rémunérer le travail du producteur. De tels prix aux producteurs menacent aujourd'hui la survie de l'agriculture paysanne. La disproportion entre la valeur et le rendement des investissements et les revenus potentiels générés en est un autre reflet. C'est une raison importante de la difficulté de reprise des fermes.**

Pourtant la question des prix est un sujet qui demeure grand absent de la politique agricole. Les organisations paysannes se préoccupent plus de la politique des paiements directs (qui représentent 23% du revenu sectoriel) et des questions administratives que des problèmes de valorisation des produits et de la rémunération du travail paysan. Il est certain que le prix de la production agricole au sein d'un État est une affaire politique, notamment à cause de l'encadrement économique, de la législation et de la protection douanière. Mais aujourd'hui le marché soi-disant libre est érigé en culte et la souveraineté d'un État et de sa population est reléguée à un passé historique. Faut-il rappeler les révoltes de la faim et les crises actuelles en Afrique et au Moyen-Orient dont les causes se trouvent également dans ces questions? Les apôtres de ce marché tout-puissant manquent cruellement de culture historique. Très nombreux sont cependant les exemples de sociétés qui ont fleuri et déperissé en fonction de l'évolution de leur culture agro-alimentaire. Les marchés agricoles et alimentaires doivent être les plus libres possible; mais au sein d'un cadre défini par les collectivités et répondant aux exigences et besoins de celles-ci. Les rapports de pouvoir dans le marché et les équilibres, l'organisation des négociations de prix en y incluant les différentes parties concernées (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs et administration) doivent être l'objet d'une préoccupation de la part des institutions et de la collectivité.

## Le prix rémunérateur n'est pas subjectif

Malgré ces faits, de nombreuses personnes censées défendre les intérêts des agriculteurs continuent de prétendre que le prix rémunérateur, le prix équitable, est celui que le marché paie. Ce sont les mêmes qui affirment que le prix rémunérateur est subjectif. Il s'agit de vendeurs engagés par des coopératives agricoles, des représentants des organisations de défense professionnelle ou encore des représentants élus de l'agriculture. Comment est-il possible qu'une branche ne se dote pas de représentants qui savent défendre et argumenter en faveur d'un prix rémunérateur?

Le prix rémunérateur est le prix qui donne une valeur à la production

alimentaire, qui doit couvrir au moins les coûts moyens de production d'une filière et rémunérer le travail paysan à hauteur du revenu moyen d'une région. Défendre un prix rémunérateur n'est pas seulement défendre la dignité des paysans et des employés agricoles, mais aussi valoriser l'importance de la nourriture pour une société.

Apparemment cela continue d'être une question taboue, puisqu'aucune démarche sérieuse de renforcement de la position de négociation n'est entreprise par la défense professionnelle. La réalité du rapport de force inégal (concentration duopolistique de la grande distribution et oligopolistique de l'industrie) est connue de tous. Mais qu'attendons-nous donc pour y opposer un poids et une force au moins égale?

## Un jeu de dupes

La lutte sur le marché se limite à la promotion des produits. Même dans les secteurs comme celui des céréales où la profession est bien organisée et gère les quantités pour répondre au plus juste à la demande, la pression sur les prix est continue et s'accroît aujourd'hui encore par l'introduction d'une nouvelle lubie de la part des transformateurs: le paiement à la teneur en protéines. Les acheteurs voudront-ils appliquer les mêmes recettes que dans la production laitière où l'on pénalise les producteurs pour des teneurs en protéines trop basses alors que dans la même fiche de paie du lait on leur prélève de l'argent pour exporter des quantités excédentaires de graisse de lait?

De toute évidence, dans le marché agricole et alimentaire, le seul jeu de l'offre et de la demande se fait toujours contre les plus faibles et ne participe pas à une saine régulation des prix. Les acheteurs, grandes entreprises de transformation et de commerce de détail, profitent de leur position dominante pour imposer en permanence une concurrence entre producteurs et une pression sur les prix. En cela ils sont accompagnés par une administration qui se retire de l'encadrement des marchés. Et là encore nos représentants ne veulent pas se battre pour changer cet état de fait. Selon certains il suffirait de se démarquer par une qualité supérieure pour pouvoir conquérir des nouveaux marchés. Faut-il nommer ceux qui vont même jusqu'à se faire les avocats

d'accords de libre-échange avec l'UE? Quand imposerons-nous un retour sur investissement pour les millions payés pour la défense professionnelle?

## S'unir pour agir

Et pourtant il existe des solutions simples qu'Uniterre a toujours défendues. Votre syndicat invite donc les organisations professionnelles à s'unir d'urgence derrière ces revendications:

Dans la négociation avec les acheteurs il faut regrouper l'offre et pouvoir gérer les quantités produites. Le but d'une telle organisation doit être d'obtenir un prix qui permette de couvrir les coûts de production moyens en y incluant une rémunération du producteur équivalente à celle de la moyenne de la région. Pour pouvoir organiser la production, les producteurs doivent exiger un engagement contractuel ferme de la part des acheteurs sur une quantité, une qualité et un prix. Le marché de consommation indigène est largement prévisible et n'a que très peu de variation. Ce n'est pas un marché de croissance (à l'exception de l'incidence de l'évolution démographique). Les distributeurs connaissent pertinemment le volume de leurs ventes et il est indécent de leur part de ne pas annoncer leurs besoins à l'avance. Nous devons donc exiger des commandes de volumes préliminaires. Le risque de production, notamment lié aux conditions météorologiques doit pouvoir être amorti par des instruments économiques dépendant de la collectivité. Des récoltes ponctuelles abondantes ne peuvent pas être la cause d'un désastre économique pour les producteurs; la solidarité doit également pouvoir s'opérer à ce niveau-là.

Pour avoir une meilleure transparence, pour permettre une négociation sérieuse aux producteurs et pour avoir une politique d'information vis-à-vis du consommateur, il est nécessaire que les stations de recherche agricole fédérales publient annuellement des résultats sur l'évaluation des coûts de production dans les filières.

En cas de dumping -cas qui est devenu aujourd'hui la règle- les organisations paysannes doivent disposer d'une base légale pour permettre à une majorité de producteurs d'une filière d'imposer un prix minimal. Pour favoriser un tel rééquilibrage des rapports de pouvoir,

il faut une instance neutre dans laquelle producteurs, acheteurs (industrie et grande distribution), représentants des syndicats et des consommateurs ainsi que de l'administration soient associés. Les labels publics (Swissness au niveau fédéral ou les labels cantonaux) comprenant une charte incluant l'équité pour les producteurs sont des instruments importants à promouvoir. Dans les commissions de ces labels, les différents secteurs économiques et sociaux doivent être démocratiquement représentés. La représentativité doit être contrôlée, les doubles et triples casquettes n'ont pas lieu d'être admises au sein de telles commissions.

L'action politique doit aussi avoir une action pro-active en matière de crédits d'investissement et de fonctionnement (par exemple en utilisant une partie des 700 milliards amassés par les fonds de pension) pour pallier au dysfonctionnement et au diktat des institutions financières, celles-ci préférant jouer au monopoly plutôt que d'assumer leur rôle d'administratrices d'un crédit social.

C'est dans ce sens que nous appelons la branche, les paysannes et paysans, mais aussi toute la population à se mobiliser pour l'initiative sur la souveraineté alimentaire qui répond à ces questions soulevées.

Rudi Berli



**CONTACTS  
INITIATIVE**

Mireille Clavien  
021 601 74 67  
m.clavien@uniterre.ch

Bureau Uniterre  
021 601 74 67

INTERVIEW

# La Via Campesina: focus sur la région de l'Amérique latine

Alice Froidevaux, sympathisante d'Uniterre, a pu participer au 6<sup>ème</sup> congrès de la Coordination latino-américaine des organisations paysannes (CLOC) de La Via Campesina (LVC). De retour en Suisse, elle partage ses impressions.



PHOTO: ALICE FROIDEVAUX

## Comment cela se fait-il que tu sois allée à Buenos Aires, Argentine, au congrès de la CLOC?

Depuis 2013, je rédige ma thèse de doctorat au Centre Suisse-Amérique latine à l'Université de Saint-Gall. Ce travail a pour objet le phénomène des mouvements sociaux internationaux. Le cas du mouvement paysan La Via Campesina (LVC) me sert d'exemple. Géographiquement, j'ai limité mon projet à l'Amérique latine, ce qui est justifié par l'enracinement local du mouvement dans cette région. Au printemps 2014, lors d'un premier voyage, j'ai rencontré plusieurs organisations membres de la Coordination latino-américaine de La Via Campesina (CLOC-LVC). Grâce aux bons contacts que j'ai pu nouer à ce moment-là, j'ai reçu une invitation pour participer au 6<sup>ème</sup> congrès de la CLOC-LVC en avril 2015.

Ce congrès est organisé tous les quatre ans. Il s'agit d'une rencontre régionale des délégués de la CLOC-LVC provenant de tous les pays d'Amérique latine. Elle sert à définir la stratégie et l'agenda pour les années à venir. Participer à cet événement était pour moi une occasion extraordinaire pour mieux comprendre le travail de la CLOC-LVC.

## Tu décris La Via Campesina comme «mouvement social», qu'entends-tu par là?

En sciences sociales, le terme de mouvement social est utilisé pour désigner un acteur collectif qui essaie d'amener un changement sociétal au moyen de stratégies de mobilisation et d'action. Ces mouvements peuvent avoir différents

degrés d'organisation. Souvent, les débuts sont très ouverts et informels. Puis, avec le temps se développent des structures organisationnelles formelles; par exemple, une répartition des tâches et des responsabilités (délégués, sections, commissions) et une procédure d'admission de nouveaux membres.

La Via Campesina se bat à l'échelle internationale pour un changement sociétal fondamental: le mouvement s'oppose clairement au système patriarcal capitaliste et il lutte contre la politique économique et agricole néolibérale. Avec le concept de la souveraineté alimentaire, LVC propose un modèle antagoniste à la globalisation et à la libéralisation des marchés agricoles. Et bien qu'elle ait des structures organisationnelles claires et formelles, je préfère parler d'un mouvement, notamment pour souligner l'implication de la base, qui différencie LVC d'autres organisations telles les ONG. De plus, LVC se désigne elle-même comme un mouvement paysan international.

## Quels sont les sujets traités par le 6<sup>ème</sup> congrès de la CLOC-LVC?

L'événement était organisé en trois parties avec la réunion des sections jeunesse, la réunion des sections femmes et le congrès en soi. La réunion des jeunes s'est penchée sur deux défis. D'une part, ils veulent une meilleure intégration des jeunes dans le travail et les procédures décisionnelles de la LVC et d'autre part, ils veulent créer des alliances entre les mouvements de jeunesse ruraux et urbains. Le thème de la réunion des femmes était «sans féminisme, pas

de socialisme». L'objectif principal était l'élaboration d'une définition du «féminisme paysan et populaire» (feminismo campesino y popular).

Lors du congrès de trois jours qui réunissait tous les délégués de la CLOC-LVC, il y avait, d'une part, des débats centrés autour de sujets particuliers, par exemple la réforme agraire, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, les peuples indigènes, la migration, le travail salarié, les droits humains, etc. D'autre part, les discussions portaient sur des mécanismes internes, des stratégies dans le domaine de la communication et la formation (continue). Le tout était encadré par un discours politico-idéaliste omniprésent, marqué par l'idée de l'unité latino-américaine dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et la vision d'un projet social d'avenir.

Le congrès s'est terminé avec une grande manifestation sous la forme d'une marche dans la ville de Buenos Aires, le 17 avril, journée internationale des luttes paysannes.

## Quelle est la différence entre la CLOC-LVC et les organisations paysannes européennes comme la Coordination européenne Via Campesina?

J'y ai fait allusion juste avant: la CLOC-LVC a un discours beaucoup plus politico-idéaliste que les mouvements paysans d'Europe. Là-bas, l'opposition au système capitaliste est plus virulente que chez nous. Des concepts comme le socialisme ou la révolution font partie de la politique en Amérique latine, tandis qu'on essaiera plutôt d'éviter ce genre de

terminologie en Europe. Cette différence d'approche est liée aux développements historiques, politiques et sociaux de nos deux continents.

Il en va de même avec certaines thématiques et campagnes. Par exemple, la réforme agraire est encore tout en haut sur la liste des priorités en Amérique latine, alors qu'elle est moins d'actualité chez nous. La campagne de La Via Campesina «Stop à la violence contre les femmes» est beaucoup plus visible (avec des actions, etc.) dans les pays de l'Amérique centrale, où la violence – impunie – à l'encontre des femmes est encore plus répandue qu'en Europe.

Mais ce n'est pas que l'orientation de la CLOC-LVC qui diffère des organisations paysannes de l'Europe et de la Suisse. Le contexte de cette mobilisation est tout autre: dans beaucoup de pays d'Amérique latine, les activistes doivent affronter une répression violente. Ils sont victimes de menaces, d'intimidations, voire de meurtres, parce qu'ils défendent leurs droits.

## La jeunesse est fortement représentée au sein de la CLOC-LVC – quelles sont leurs demandes?

Les jeunes luttent avant tout pour obtenir de réelles perspectives d'avenir en tant que (petits) paysans, ils se battent pour le maintien et la valorisation des cultures paysannes, indigènes et afro-latino-américaines. Un grand nombre de petites fermes vivent des difficultés économiques; il n'y a plus d'accès à la terre pour la production et par conséquent, la population rurale est obligée de travailler pour les plantations des entreprises multinationales à des conditions mauvaises. De plus, la

PHOTO: ALICE FROIDEVAUX





INTERVIEW



PHOTO: ALICE FROIDEVAUX

profession de «paysan» est mal vue dans la société. On les qualifie de paresseux, stupides, rétrogrades et pauvres. Cette situation provoque un exode rural parmi les jeunes. Ainsi, la section jeunesse de la CLOC-LVC souligne l'importance d'une coopération entre les mouvements des jeunes ruraux et urbains; la migration vers les villes fait que ces deux groupes se mélangent.

À l'interne de la CLOC-LVC, les jeunes demandent une meilleure intégration dans tous les processus d'organisation et la participation aux décisions importantes. Ils ne veulent pas seulement marcher en première ligne lors d'actions et de manifestations pour donner une image active et dynamique au mouvement. Ils veulent participer.

**Quelle est notre responsabilité à nous, membres de La Via Campesina, en ce qui a trait aux OGM, à la mondialisation ou encore aux traités de libre-échange?**

L'objectif est que toutes les organisations membres de LVC réalisent les campagnes internationales en cours et qu'elles parlent de l'agenda de LVC dans leurs pays. Il est clair que les différents pays n'ont pas les mêmes préoccupations, mais il

s'agit de reconnaître les liens dus à la mondialisation et au néolibéralisme dans la politique agricole et alimentaire. Donc, ce qui se passe à l'autre bout du monde nous concerne.

Les organisations membres de LVC dans les différents pays doivent décider de la «lutte» la plus appropriée à leur contexte local. Ainsi, Uniterre a par exemple choisi de lancer une initiative pour la souveraineté alimentaire. Je trouve cette démarche importante, puisqu'il montre que la souveraineté alimentaire n'est pas seulement un concept pour les pays en voie de développement. Nous avons tout aussi besoin d'un débat sur les droits des paysan-ne-s, des employé-e-s agricoles et des consommateurs-trices. Il s'agit de salaires et de prix équitables, de transparence sur les marchés, le renforcement des circuits de production et de commercialisation locaux, d'informations claires sur les produits, d'utilisation respectueuse des ressources, etc. Bien que l'initiative soit probablement trop «radicale» pour obtenir une majorité, on peut espérer qu'Uniterre réussisse à lancer le débat de fond nécessaire sur la politique agricole.

**Quelles impressions fortes t'a laissé ce congrès?**

C'était l'atmosphère générale de ce congrès qui m'a impressionnée. Il y avait environ 1'000 participant-e-s. Tant

PHOTO: ALICE FROIDEVAUX



d'activistes engagés et motivés réunis – des personnes courageuses avec des histoires intéressantes – cela a créé une ambiance débordante d'énergie. De plus, le congrès était acoustiquement très fort, dans le sens positif du terme. Souvent, on scandait des slogans ou on chantait ensemble. La musique (spontanée et planifiée) avait beaucoup de place, allant des tambours brésiliens à la musique indigène traditionnelle en passant par le pop-rock argentin.

Les Místicas sont également très particulières, elles font quasiment partie de la culture de LVC. En fait, il s'agit de petites représentations scéniques qui racontent des histoires de la lutte paysanne. Elles mettent en scène des valeurs paysannes et indigènes. Les Místicas servent notamment à renforcer la cohésion et l'esprit combattif. Elles encadrent le programme au début et à la fin des journées. Soulignons encore que les femmes jouent un rôle central lors de la préparation de ces Místicas.

**Qu'est-ce que tu retiens de ce congrès pour ta vie professionnelle et privée en Suisse?**

Pour la rédaction de ma thèse de doctorat, il est très important que je ne perde pas le lien avec la pratique. Je ne voudrais pas

simplement écrire un travail scientifique sur La Via Campesina dans mon bureau, mais suivre le mouvement pour comprendre son fonctionnement et la façon de travailler de ses membres. Ainsi, la participation à ce congrès était une expérience très enrichissante pour mon travail.

Et puis, j'ai appris beaucoup de choses pour ma vie privée; j'ai fait la connaissance des personnes intéressantes et dignes d'admiration et j'ai noué des amitiés. Le courage de ces personnes qui défendent inlassablement leurs droits, souvent au péril de leur vie, ça m'a beaucoup impressionnée. Et ça m'a inspirée pour apporter ma propre contribution ici en Suisse: je consomme de façon plus consciente, je récolte des signatures pour la souveraineté alimentaire, je participe aux manifestations internationales contre Monsanto... Dans un monde mondialisé, nous avons besoin de solidarité internationale pour provoquer des changements. Selon le slogan de La Via Campesina: «globalisons la lutte pour globaliser l'espoir!»

*Propos recueillis par Ulrike Minkner*



DROITS PAYSANS

# L'Europe entre-ouvre la porte

**Début juin, une délégation provenant de 10 pays d'ECVC était à Genève pour deux jours de formation et de plaidoyer auprès des délégués européens à l'ONU chargés de traiter le dossier concernant la déclaration internationale sur les droits des paysans.**

Espagnols, Portugais, Belges, Français, Allemands, Autrichiens et Suisses étaient réunis avec l'objectif très clair de faire avancer ce projet de déclaration au sein des Etats européens. Si la Suisse, grâce à une mobilisation citoyenne sans précédent en 2012, a changé sa position et est pour l'heure particulièrement proactive, ce n'est pas le cas de plusieurs pays européens. Ces derniers sont l'un des principaux freins à une progression harmonieuse du processus au sein du Conseil des Droits de l'Homme. C'est regrettable, voire inacceptable car cela signifie que nos Etats ne reconnaissent pas les problématiques des paysans en Europe. Or, comme l'a encore une fois démontré cette rencontre, elles sont nombreuses: privatisation des semences, accaparement des terres et monocultures, perte de capacité à négocier sur les marchés, manque d'accès à la terre pour les jeunes, revenus indignes etc.

## Rencontre officielle

Il était pour nous important que l'Union européenne rencontre ses paysans, écoute leur discours, débattre et ouvre la porte à un dialogue plus constructif. L'amorce a été faite lors d'une rencontre qui a eu lieu dans les bâtiments de la délégation de l'UE à Genève. Un panel d'experts a ouvert la séance: M. Olivier De Schutter, ancien rapporteur

spécial pour le droit à l'alimentation, M. Christophe Golay de l'Académie des Droits humains à Genève, Mme Ana Maria Suarez Franco de FIAN et Wolfgang Hess, paysan allemand (ABL). 11 pays européens étaient présents ce qui est un succès puisque l'organisatrice, la Lituanie, nous laissait entendre que si nous avions 2 ou 3 délégations ce serait un maximum. La Présidence de cette rencontre a été effectuée par le Luxembourg, Etat européen qui a toujours soutenu ce processus et qui par chance prend la Présidence de l'UE du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2015. Bien que le débat ait été quasi inexistant, de nombreuses discussions informelles ont eu lieu après les discours. Nous pensons que certains Etats commencent à comprendre l'intérêt d'une telle Déclaration.

## Prochaines étapes

Après ce contact politique avec les délégations basées à Genève nous avons prévu d'effectuer un plaidoyer auprès de capitales respectives d'ici à septembre où une nouvelle résolution devrait être votée pour permettre au processus de se poursuivre. Le nouveau projet de Déclaration sur les droits paysans publié en janvier 2015 apporte de nouveaux aspects positifs tels que la santé, la sécurité sociale, les obligations des Etats. Il s'affaiblit néanmoins sur



**Echange d'expériences entre Vincent (MAP-Belgique), Sebastian (ABL-Allemagne) et Geneviève (Conf'-France) avec la présence de FIAN et Pain pour le Prochain.**

certain aspects que nous avons déjà signalés tels que le droit à la terre ou au revenu digne. Ainsi nous devons à chaque instant contrôler que le contenu du texte se renforce sans perdre de sa substance.

## Un vent de fraîcheur salubre

Ces deux jours sont en tout point positifs car ils ont permis de franchir une étape supplémentaire vis-à-vis de l'Union européenne. En effet, lors du dernier vote, nous avons réussi à arracher une abstention de l'UE. Nous pouvons

espérer qu'en septembre, quelques Etats se prononceront favorablement. Au niveau de la délégation d'ECVC, nous pouvons également saluer la présence de jeunes venant d'Allemagne, d'Autriche et de Belgique. Un signal fort qui montre que ce processus, qui peut paraître technique aux premiers abords, est perçu comme un appui solide aux préoccupations des jeunes paysans européens (droit à la terre, aux semences paysannes au revenu digne).

*Valentina Hemmeler Maïga*

# Business mondial? Responsabilité globale!

Les sociétés domiciliées en Suisse doivent faire face à leurs responsabilités lorsque leurs activités à l'étranger menacent les droits humains et l'environnement: c'est par ce message qu'une large coalition -dont fait partie Uniterre- a lancé fin avril 2015 à Berne une initiative pour des multinationales responsables. Cette initiative populaire doit garantir que les entreprises suisses intègrent le respect des droits humains et des normes environnementales dans l'ensemble de leurs relations d'affaires.

La Suisse est la vingtième puissance économique mondiale. Or, selon une étude récente, elle figure à la neuvième place des pays les plus fréquemment concernés par des violations des droits humains commises par des entreprises. Même si de tels cas font régulièrement les gros titres des médias, le Conseil fédéral et le Parlement refusent d'agir et continuent de miser sur les initiatives volontaires des firmes. En mars, le Parlement a ainsi rejeté de justesse une motion visant à renforcer la responsabilité des entreprises à l'égard de leurs activités à l'étranger.

Seule une forte pression de la société civile pourra imposer des règles contraignantes. Le texte d'initiative soumettrait les sociétés domiciliées en Suisse à un devoir de diligence en matière de droits humains et de normes environnementales. Les sociétés seraient tenues d'évaluer l'ensemble de leurs relations d'affaires afin d'identifier les risques potentiels et prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Enfin, elles devraient rendre compte publiquement de leur analyse et de leurs actes. Afin de garantir que toutes les entreprises s'acquittent de leur devoir de diligence, les multinationales domiciliées en Suisse pourront aussi avoir à répondre devant les tribunaux des violations des droits humains ou des atteintes à l'environnement commises par des firmes qu'elles contrôlent. En revanche, si une entreprise peut prouver qu'elle a rempli son devoir de diligence et pris toutes les mesures nécessaires, sa responsabilité ne sera pas engagée. L'initiative aura par conséquent un fort effet préventif, en incitant les entreprises à agir correctement.

[www.multinationales-responsables.ch](http://www.multinationales-responsables.ch)





DROITS HUMAINS

# «Ces accords de libre-échange sont le Guantanamo de la démocratie»

C'est par ces mots forts qu'Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation et co-Président du nouveau «panel international d'experts pour des systèmes alimentaires durables» qualifie le processus de négociation entourant les accords de libre-échange entre l'UE et les USA. Pour lui comme pour ses pairs ou la société civile, il est impossible de faire une étude d'impact «droits humains» sur ces accords puisque nous n'avons rien sous la main à étudier. Et de lancer à la salle de l'Uni de Genève: «s'ils ont si peur de la démocratie, qu'ils le disent». Cela se passait à l'occasion d'une conférence organisée par FIAN Suisse et intitulée «Cohérence des politiques publiques au service du droit à l'alimentation».

Pour introduire son propos, M. De Schutter est revenu sur les années soixante, période où la crainte de ne pouvoir nourrir le monde prévalait. A cette époque, la croissance démographique était particulièrement soutenue. Il fallait donc accroître drastiquement la production agricole. Et cela a réussi au-delà de toute espérance puisque elle a surpassé la croissance démographique. L'augmentation de la production a été accompagnée d'une baisse constante des prix agricoles. La révolution verte est passée par là avec tout son attirail technologique. C'est l'avènement d'un «système alimentaire low cost». Le crédo de l'industrie alimentaire était et demeure «augmenter la production pour réduire le coûts des aliments». Les pertes de revenus pour les paysans sont alors compensées partiellement par des subsides ce qui permet d'avoir des liquidités pour acheter des intrants tout en maintenant les salaires bas. Une prime au système.

Évidemment ce système a ses impacts négatifs: augmentation des émissions de gaz à effet de serre, dégradation des sols et de l'agrobiodiversité, impacts sociaux sur les paysans, disparitions des fermes, faible pouvoir de négociation des paysans et une santé publique qui récolte les fruits de la consommation excessive de calories bon marché (obésité, diabète etc.). De plus, notre soif du productivisme a entraîné les pays du sud dans cette course. Ils ont investi essentiellement dans l'agriculture exportatrice plutôt que dans la production pour la consommation locale et exacerbé la concurrence entre agriculture locale et exportatrice entraînant migrations vers les villes ou vers l'Europe tout en important les produits alimentaires transformés en Europe.

## «La faim est le résultat d'un choix politique!»

C'est pour cette raison qu'Olivier De Schutter plaide pour un changement de cap de nos politiques agricoles, alimentaires voire économiques. Il faut développer une cohérence trans-sectorielle. Un des aspects est de faire des choix ici qui n'impactent pas négativement le sud. Il privilégie la mise en place de mécanismes permettant de dénoncer

les impacts des politiques européennes sur les communautés et de renforcer les obligations extra territoriales des sociétés. Il souhaite que des études d'impacts sur les droits humains soient menées dans le cadre des négociations d'accords de libre échange et renforcer de manière conséquente la consultation de la société civile.

## Un système alimentaire verrouillé

Olivier De Schutter estime qu'une des solutions pour pratiquer un changement dans nos politiques alimentaires est de reconstituer des systèmes agro-alimentaires locaux. Car à ce jour, le système est grippé par des verrous qui se soutiennent mutuellement.

- Le premier verrou est socio-technique: ce sont les infrastructures et la technologie dans lesquelles nous avons fortement investi pour faire tourner le système.
- Le second est socio-économique: c'est la croyance en l'efficacité des économies d'échelle. La politique encourage l'industrialisation et la transformation en orientant ses subsides en faveur de ce modèle. Mais les coûts sociaux et environnementaux sont largement sous-évalués par les autorités.
- Le troisième niveau est socio-politique: il est représenté par le veto constant des grands acteurs à tout changement d'orientation. Le système est ainsi défini en fonction de la demande.
- Enfin, le dernier échelon est socio-culturel: c'est celui des consommateurs encouragés par la publicité à consommer. Ils sont formatés par l'offre et par leur perte de culture alimentaire et de savoirs culinaires.

## Vers une relocalisation

Selon lui, les systèmes agroalimentaires locaux pourraient permettre au citoyen de récupérer sa responsabilité au quotidien. Nous devrions nous sentir comme des «résistants». Le système agro-alimentaire particulièrement pervers -comme tant d'autres systèmes politiques ou économiques dans l'histoire- poursuivra sa course tant qu'individuellement, nous

ne sommes pas prêts à faire le pas de résister et continuons d'agir comme complices passifs. C'est pourquoi il apprécie la foison de modes de vie alternatifs. Les initiatives locales démontrent leur persistance dans le temps et leur plus grande efficacité. Elles permettent de recréer des liens sociaux, de faire des ponts entre différents secteurs et de redonner un rôle à la démocratie locale.

## Trois transitions incontournables:

Pour y parvenir, Olivier De Schutter esquisse 3 voies à emprunter:

1. Quitter le système des subsides qui appuient les monocultures à fort usage d'intrants externes sur de grandes surfaces et se diriger vers des politiques agricoles soutenant des méthodes de production diversifiées, à petite échelle, avec une faible dépendance d'intrants.
2. Tourner le dos à une économie alimentaire low-cost assurant l'accès à l'alimentation par des prix artificiellement bas et développer des politiques sociales redistributives garantissant l'accès à l'alimentation aux ménages à faibles revenus.
3. Refuser les choix orientés par le commerce international et l'impératif de compétitivité sur les marchés mondiaux et donner la priorité à la satisfaction des besoins locaux et le rôle subsi-

diaire du commerce international.

Pour Olivier De Schutter, la souveraineté alimentaire est un contre-programme au libre échange, une véritable expérience de démocratie alimentaire qui voit émerger des «conseils de politique alimentaire» dans différents coins du monde. C'est un levier indéniable pour déverrouiller le système en «pilotage automatique» dans lequel nous sommes encore captifs. Son activité comme rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation l'a amené à effectuer de nombreuses missions sur le terrain où il a pu constater la vivacité des mouvements sociaux.

## Une société civile fertile

Les rencontres avec la société civile ont été les souvenirs les plus inspirant de ses mandats. Car pour comprendre quelles solutions il faut mettre en place dans le système international il faut écouter les personnes qui sont atteintes dans leur droit à l'alimentation. D'où son intérêt croissant pour l'agroécologie, une manière de concevoir l'agronomie en se mettant au service de la nature et à son écoute et voir dans le travail du paysan un bio mimétisme. Alors, pour conclure «à quand l'agroécologie des Droits Humains?» suggère-t-il.

*Valentina Hemmeler Maïga*



ECVC en juin 2014 devant l'ONU. Unis pour réclamer une écoute de la société civile.

## Des événements - des news

### Le Tour Alternatiba à Genève le 6 juillet

5'000 km en tandem! Passage à Genève le 6 juillet:

16h00 et 17h00: Rendez-vous au Champs des Filles à Plan les Ouates, pour le défilé festif des 5 derniers kilomètres!

18h00: Rendez-vous avec les déléguées du réseau Stop à l'Impunité des Transnationales à leur sortie de l'ONU.

Puis: Retour à la Maison des Associations pour un buffet et soirée avec eux et le public axée sur le Tour et les méfaits des transnationales du pétrole.

#### ALTERNATIBA Léman

Festival transfrontalier des initiatives locales pour le climat et le bien vivre ensemble

18-20 septembre 2015 à Genève (Plainpalais)

<https://alternatiba.eu/leman/>

19/09/2015

ALTERNATIBA  
LEMAN



Nous y serons aussi  
[www.alternatiba.eu](http://www.alternatiba.eu)

### SONDAGE TELEPHONIQUE AUPRES DES MEMBRES

Chers membres,

nous ferons des appels téléphoniques auprès d'un certain nombre d'entre vous choisis de manière aléatoire.

Notre objectif est d'en savoir plus sur vos intérêts, vos engagements actuels et futurs.

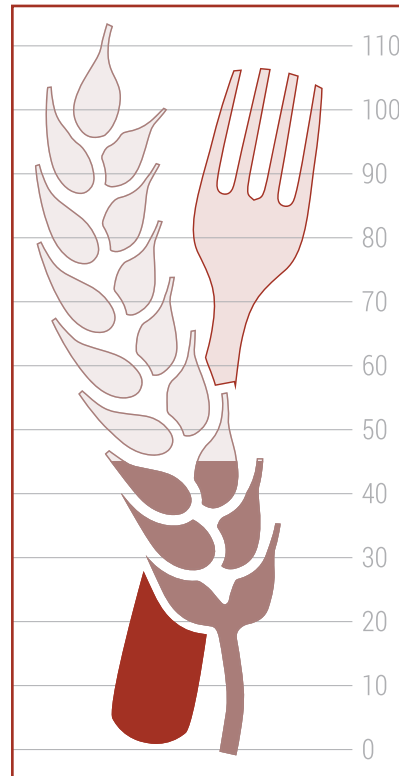
Nous espérons que vous aurez quelques minutes à consacrer à la personne qui vous appellera, du comité ou du secrétariat d'Uniterre.

Merci de votre disponibilité.

### 22 AOÛT 2015:

ZURICH-RECKENHOLZ: MANIF POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET SAINE ET CONTRE LES OGM ET LES ESSAIS EN PLEIN CHAMP

### INITIATIVE, 25 JUIN: 45'000 SIGNATURES LE RYTHME S'ACCÉLÈRE BRAVO!



### AGENDA

#### 4 juillet:

Fête des magasins du Monde de 9h à 13h sur la place Espacecité à La Chaux-de-Fonds

A 10h30 et à 11h30: conférence «Notre alimentation, quels enjeux?» avec Fernand Cuche et E. Kopp Demougeot Présidente MDM.

#### 3-4-5 juillet:

Fête de la tomate, place de la Sardaigne, Carouge.

#### 6 juillet

Alternatiba: passage du tour en tandem, rdv 17h Champ des filles, Plan les Ouates, Genève.

#### 20-26 juillet: Paléo festival

1<sup>er</sup> août 2015, Ville de Genève, 12h-19h:

Invité d'honneur: Jardins de Cocagne et l'agriculture de proximité, Parc de la Grange-Genève.

#### 22 août: manif OGM

Zurich Reckenholz

#### 19 septembre, Fribourg

12h place Python, «The Meal» avec la participation de Fernand Cuche.

Org: Pont Universel, appui Uniterre Fribourg.

#### Les agendas dans le détail

[www.uniterre.ch/agenda](http://www.uniterre.ch/agenda)

[www.souverainete-alimentaire.ch/agenda](http://www.souverainete-alimentaire.ch/agenda)

### CONTACTS SECTIONS

#### Neuchâtel

Philippe Reichenbach  
079 640 89 63

#### Genève

Rudi Berli  
078 707 78 83

#### Fribourg

Stéphane Mauron  
026 655 16 27

#### Vaud

Christophe Michon  
079 282 05 47

#### Jura

Paul Sautebin  
032 751 26 61

#### Chablais

Pierre Moreillon  
024 499 21 17

50ct/litre de lait pour le paysan: **SCANDALE!**

**EXIGEONS:**

1.-/litre de lait

pour les

paysans

initiative



[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

commerce équitable

pour les

consommateurs

**HALTE AU DUMPING!**

Crésus

Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !  
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant

[www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)

uniterre  
LE MENSUEL AGRICOLE INDÉPENDANT

[www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

#### Responsable du journal:

Valentina Hemmeler Maïga [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

#### Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

#### Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.  
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,  
Courriel: [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

#### Abonnements et changements d'adresse:

Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)  
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-  
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-  
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre  
No 28496.55, 1564 Domdidier

#### Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:

Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, [lait@uniterre.ch](mailto:lait@uniterre.ch)

#### Commission grandes cultures et viande:

Nicolas Bezençon, [gvciande@uniterre.ch](mailto:gvciande@uniterre.ch)

#### Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève  
Tél. 078 707 78 83, [ciu@uniterre.ch](mailto:ciu@uniterre.ch)

#### Coordination Européenne Via Campesina:

Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

#### Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, [n.bezencon@uniterre.ch](mailto:n.bezencon@uniterre.ch)

#### Commission jeunes-accès à la terre:

Valentina Hemmeler Maïga, [v.hemmeler@uniterre.ch](mailto:v.hemmeler@uniterre.ch)

Président: Charles-Bernard Bolay [charles-bernard@bluewin.ch](mailto:charles-bernard@bluewin.ch)